



Transat A.T. inc.

Rapport trimestriel, période terminée le 30 avril 2007

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007, par rapport au trimestre et au semestre terminés le 30 avril 2006 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du second trimestre des exercices 2007 et 2006, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2006, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du second trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2006. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 6 juin 2007. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse [www.transat.com](http://www.transat.com) et dans le site SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures de rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre», «nos» ou la « société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

### Avertissement en ce qui concerne les déclarations prospectives

*Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme «s'attendre à», «anticiper», «planifier», «croire», «estimer», «avoir l'intention de», «viser», «projeter», «prévoir», ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.*

*Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conflits armés, les attentats terroristes, les prix de l'énergie, les conditions du secteur, du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.*

*Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.*

*Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.*

*À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant*

- *La perspective de la société selon laquelle le nombre de réservations de voyage sera plus élevé qu'à l'exercice précédent.*
- *La perspective de la société selon laquelle les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, les fonds dont elle dispose et les emprunts sur ses facilités de crédit seront suffisants pour combler ses besoins en fonds de roulement.*

*En faisant ces déclarations, la société a supposé que les tendances des réservations se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que la société ne peut prédire l'incidence qu'aura les prix de l'énergie et les taux de change futurs sur ses résultats financiers, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.*

*La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.*

*Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par la loi.*

## Faits saillants financiers

Trimestres et semestres terminés le 30 avril (en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois 2006 \$	Écart \$	Écart %	2007 \$	Six (6) mois 2006 \$	Écart \$	Écart %
<b>États consolidés des résultats</b>								
Revenus	911 400	791 569	119 831	15,1	1 623 737	1 373 145	250 592	18,2
Marge <sup>1</sup>	63 219	68 487	(5 268)	(7,7)	87 893	82 517	5 376	6,5
Bénéfice net	53 944	42 845	11 099	25,9	56 076	48 013	8 063	16,8
BPA – De base	1,59	1,27	0,32	25,2	1,66	1,33	0,33	24,8
BPA – Dilué	1,58	1,24	0,34	27,4	1,64	1,31	0,33	25,2
Dividendes déclarés et versés par action	0,09	—	0,09	s.o.	0,16	—	0,16	s.o.
<b>États consolidés des flux de trésorerie</b>								
Activités d'exploitation	41 737	17 360	24 377	140,4	144 594	82 478	62 116	75,3
	Au 30 avril 2007	Au 31 octobre 2006	Écart \$	Écart %				
<b>Bilans consolidés</b>								
Trésorerie	355 931	214 887	141 044	65,6				
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées	171 956	203 613	(31 657)	(15,5)				
	527 887	418 500	109 387	26,1				
Actif total	1 118 635	959 195	159 440	16,6				
Dette (à court terme et à long terme)	83 237	87 404	(4 167)	(4,8)				
Dette totale <sup>1</sup>	362 659	407 741	(45 082)	(11,1)				
Dette nette <sup>1</sup>	6 728	192 854	(186 126)	(96,5)				

### <sup>1</sup>Mesures financières non conformes aux PCGR

Les expressions «marge», «marge brute d'autofinancement», «dette totale» et «dette nette» n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Cependant, ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge correspond aux revenus moins les dépenses d'exploitation, selon les états consolidés des résultats non vérifiés.

La marge brute d'autofinancement est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer le rendement opérationnel et la capacité de la société de

respecter ses obligations financières. La marge brute d'autofinancement correspond aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation desquels on soustrait la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation, la variation nette des autres passifs et la variation nette des dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules selon les états consolidés des flux de trésorerie.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle est représentée par la combinaison de la dette au bilan (dette à long terme et débetures) et des ententes hors bilan présentées à la page 11.

La dette nette est utilisée par la direction pour évaluer sa situation de trésorerie. Elle correspond à la dette totale (décrite ci-haut) moins la trésorerie et équivalent de trésorerie non détenues en fiducie ou autrement réservées.

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos produits dans deux secteurs géographiques, soit l'Amérique du Nord et l'Europe. Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfait ou non, y compris des sièges d'avion. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et ailleurs, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages et un système de distribution multi canaux faisant notamment appel à Internet. Transat s'appuie sur sa filiale Air Transat, le plus important transporteur aérien nolisé international au Canada, pour combler une partie importante de ses besoins en sièges d'avion. Nous offrons également des services à destination, des services de gestion hôtelière et des services aéroportuaires.

Le marché du tourisme international est en croissance et les touristes internationaux ont des marchés d'origine et des destinations de plus en plus variés. La vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditeur et voyagiste réceptif, en plus d'être la plus importante société de vols nolisés internationaux. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelques 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances, notamment aux États-Unis et dans d'autres pays d'Europe.

Nous avons un plan stratégique triennal (2006-2008) axé sur la croissance et la rentabilité. Nous misons sur l'augmentation du tourisme international pour accélérer notre développement en Amérique du

Nord et en Europe. Pour ce faire, nous visons à procéder à de nouvelles acquisitions, tout en poursuivant notre croissance interne à un rythme dynamique. Nos principaux axes stratégiques sont les suivants :

- Au Canada, renforcer notre présence en Ontario en ajoutant de nouvelles destinations et en élargissant notre réseau de distribution.
- En Europe, accroître notre part de marché et poursuivre notre intégration verticale en France et au Royaume-Uni, et poursuivre nos efforts en vue de nous étendre dans d'autres pays européens en tant que voyagiste, notamment comme spécialiste à destination du Canada.
- Investir de nouveaux marchés, et en particulier devenir un voyagiste aux États-Unis.
- Accélérer le développement des services à destination et prendre en charge une partie de nos besoins en hébergement.
- Poursuivre nos efforts et nos investissements en technologie et en formation.

#### **Voici nos objectifs pour l'exercice 2007 :**

- Accroître notre compétitivité au Canada.
- Accroître notre compétitivité et accélérer notre croissance en Europe.
- Pénétrer de nouveaux marchés expéditeurs.
- Capitaliser davantage sur l'intégration verticale à destination.
- Implanter une culture et des processus centrés sur la gestion du savoir en vue de soutenir la croissance et la pérennité de l'organisation.
- Mettre au point et implanter une infrastructure intégrée de gestion de l'information qui soutienne le développement et contribue activement à une croissance rentable.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre encaisse. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

Trimestre et semestre terminés le 30 avril 2007  
comparé au trimestre et semestre terminés  
le 30 avril 2006

Revenus				
Trimestres terminés le 30 avril (en milliers de dollars)				
	2007	2006	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%
	<b>911 400</b>	791 569	119 831	15,1
Semestres terminés le 30 avril (en milliers de dollars)				
	2007	2006	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%
	<b>1 623 737</b>	1 373 145	250 592	18,2

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2006, nos revenus ont augmenté de 119,8 millions de dollars pour le trimestre et de 250,6 millions de dollars pour le semestre. L'augmentation globale de nos revenus tient à une croissance des revenus en Amérique du Nord de 13,1 % pour le trimestre et de 16,7 % pour le semestre et à une croissance des revenus en Europe de 26,3 % pour le trimestre et de 27,8 % pour le semestre. Ces augmentations sont principalement attribuables à un accroissement de l'activité commerciale, particulièrement en Amérique du Nord, et en

partie attribuable aux acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2006. Comparativement à l'exercice précédent, nous avons enregistré des hausses du nombre de voyageurs de 11,4 % pour le trimestre et de 13,7 % pour le semestre. Ces dernières sont le résultat d'augmentations pour le trimestre et le semestre de 10,5 % et 13,2 % respectivement du nombre de voyageurs en Amérique du Nord, et d'augmentations de 18,1 % et 17,0 % respectivement du nombre de voyageurs en Europe. En 2006, notre début de saison avait subi les contrecoups de l'ouragan Wilma, qui avait sévi sur la région de Cancun.

### Dépenses d'exploitation

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, les salaires et avantages sociaux, le carburant d'aéronefs, les commissions, l'entretien d'aéronefs, les frais d'aéroports et de navigation et les loyers d'aéronefs.

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 125,1 millions de dollars pour le trimestre et de 245,2 millions de dollars pour le semestre de 2007 par rapport à 2006. Ces augmentations sont attribuables à des hausses de nos dépenses d'exploitation en Amérique du Nord de 15,5 % pour le trimestre et de 17,6 % pour le semestre ainsi qu'à des hausses en Europe de 26,3 % pour le trimestre et de 26,8 % pour le semestre.

### Dépenses d'exploitation

Pour les périodes terminées le 30 avril (en milliers de dollars)	2007 \$	Trois (3) mois			2007 \$	Six (6) mois		
		2006 \$	Écart \$	Écart %		2006 \$	Écart \$	Écart %
Coûts directs	<b>503 798</b>	421 286	82 512	19,6	<b>885 845</b>	728 702	157 143	21,6
Salaires et avantages sociaux	<b>80 411</b>	70 914	9 497	13,4	<b>159 063</b>	134 115	24 948	18,6
Carburant d'aéronefs	<b>67 534</b>	56 027	11 507	20,5	<b>123 216</b>	102 474	20 742	20,2
Commissions	<b>66 249</b>	60 447	5 802	9,6	<b>117 467</b>	106 151	11 316	10,7
Entretien d'aéronefs	<b>25 303</b>	23 018	2 285	9,9	<b>47 075</b>	42 373	4 702	11,1
Frais d'aéroports et de navigation	<b>20 501</b>	18 153	2 348	12,9	<b>38 422</b>	33 104	5 318	16,1
Loyer d'aéronefs	<b>12 157</b>	12 131	26	0,2	<b>24 137</b>	24 446	(309)	(1,3)
Autres	<b>72 228</b>	61 106	11 122	18,2	<b>140 619</b>	119 263	21 356	17,9
	<b>848 181</b>	723 082	125 099	17,3	<b>1 535 844</b>	1 290 628	245 216	19,0

Les coûts directs comprennent le coût des différents éléments constitutifs d'un voyage qui sont vendus au consommateur par les agences de voyages. Ces coûts sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtel ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, ces coûts ont représenté 55,3 % de nos revenus, en hausse comparativement à 53,2 % pour la même période en 2006. Pour le semestre, ces coûts ont représenté 54,6 % de nos revenus, en hausse comparativement à 53,1 % par rapport à 2006. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, les coûts directs ont augmenté de 19,6 % pour le second trimestre et de 21,6 % pour le premier semestre. Tant pour le trimestre que pour le semestre, les augmentations en dollars découlent principalement de l'accroissement des activités commerciales et de la hausse de nos coûts de sièges, causée entre autres par la hausse des prix du carburant, par l'augmentation des coûts de chambres d'hôtel, et par la vigueur de l'euro par rapport au dollar.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 13,4 % pour le trimestre et de 18,6 % pour le semestre comparativement à 2006. Ces hausses sont attribuables en partie à nos acquisitions d'entreprises depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2005 et à l'intensification des activités commerciales.

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 20,5 % pour le trimestre et de 20,2 % pour le semestre. Ces augmentations découlent de l'intensification des activités commerciales, de l'ajout à la flotte d'un aéronef en 2006 et d'un autre au cours du second trimestre de 2007, et de la hausse des prix du carburant.

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commission a augmenté de 5,8 millions au cours du second trimestre de 2007 et de 11,3 millions de dollars pour le premier semestre par rapport 2006. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007, la dépense de commission a représenté 7,3 % de nos revenus comparativement à 7,6 % pour la même période en 2006 alors que pour le semestre la dépense de commission a représenté 7,2 % de nos revenus par rapport à 7,7 % en 2006. Ces baisses

sont en partie attribuables aux synergies résultant de l'élargissement de notre réseau d'agences de voyages réalisé à la suite d'acquisitions survenues au cours de l'exercice 2006.

Les coûts d'entretien d'aéronefs se rapportent principalement aux frais engagés par Air Transat pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Ces dépenses ont augmenté de 9,9 % au cours du trimestre et de 11,1 % au cours du semestre, comparativement à 2006. Ces hausses s'expliquent principalement par l'intensification des activités commerciales et par l'ajout d'un aéronef à notre flotte comparativement aux mêmes périodes en 2006.

Les frais d'aéroports et de navigation se rapportent principalement aux droits exigés par les aéroports. Les augmentations de 12,9 % pour le trimestre et de 16,1 % pour le semestre en regard des périodes correspondantes de l'exercice précédent sont le résultat de l'intensification des activités commerciales.

Les loyers d'aéronefs sont demeurés relativement stables au cours du trimestre et du semestre. Ceci est principalement attribuable à la force du dollar par rapport à la devise américaine, partiellement compensée par les loyers relatifs à l'aéronef qui a été ajouté à la flotte en 2006.

Les autres frais ont augmenté de 18,2 % au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007 et de 17,9 % pour la période de six mois terminée à la même date en regard de 2006. Ces augmentations proviennent principalement de l'accroissement de notre niveau d'activité. Cependant, en pourcentage des revenus, les autres frais ont légèrement augmenté pour le trimestre, passant de 7,7 % en 2006 à 7,9 % en 2007 alors que pour le semestre ils sont restés stables à 8,7 %.

## Marge

Compte tenu de ce qui précède, nos marges en proportion de nos revenus ont diminué, passant de 8,7 % en 2006 à 6,9 % en 2007 pour le trimestre, et de 6,0 % en 2006 à 5,4 % en 2007 pour le semestre. La baisse des marges est également due à la concurrence sur les différents marchés qui demeure vive et qui se traduit en des baisses de prix pour les consommateurs et par l'augmentation du coût du carburant.

## Secteurs géographiques – Amérique du Nord

Pour les périodes  
terminées le 30 avril  
(en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois			2007 \$	Six (6) mois		
		2006 \$	Écart \$	Écart %		2006 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	<b>755 202</b>	667 852	87 350	13,1	<b>1 375 092</b>	1 178 532	196 560	16,7
Dépenses d'exploitation	<b>697 662</b>	603 885	93 777	15,5	<b>1 285 771</b>	1 093 342	192 429	17,6
Marge	<b>57 540</b>	63 967	(6 427)	(10,0)	<b>89 321</b>	85 190	4 131	4,8

En Amérique du Nord, les augmentations de revenus pour le trimestre et le semestre sont principalement attribuables à des hausses respectives du nombre de voyageurs de 10,5 % et de 13,2 %. Tout au long du semestre, la concurrence a continué d'exercer une pression à la baisse sur les prix de vente notamment au Québec.

Tel que prévu, nos efforts en vue d'augmenter notre part de marché en Ontario, qui ont par ailleurs été fructueuses, se sont traduit par des ventes accrues et des marges moindres. Les marges sont passées de 9,6 % en 2006 à 7,6 % en 2007 pour le trimestre, et de 7,2 % en 2006 à 6,5 % en 2007 pour le semestre.

## Secteurs géographiques – Europe

Pour les périodes  
terminées le 30 avril  
(en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois			2007 \$	Six (6) mois		
		2006 \$	Écart \$	Écart %		2006 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	<b>156 198</b>	123 717	32 481	26,3	<b>248 645</b>	194 613	54 032	27,8
Dépenses d'exploitation	<b>150 519</b>	119 197	31 322	26,3	<b>250 073</b>	197 286	52 787	26,8
Marge	<b>5 679</b>	4 520	1 159	25,6	<b>(1 428)</b>	(2 673)	1 245	46,6

En Europe, les revenus ont augmenté par rapport au trimestre et au semestre correspondants de l'exercice précédent. Ces augmentations découlent principalement de l'intensification des activités commerciales et de la vigueur de l'euro par rapport au dollar. Nous avons enregistré une hausse du nombre de voyageurs de 18,1 % au cours du trimestre et une hausse de 17,0 % au cours du semestre, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Au cours du semestre, nos voyageurs, particulièrement Look Voyages, ont vu les ventes de leurs produits (forfaits) augmenter.

Au chapitre des marges, nos activités européennes ont enregistré une marge de 5,7 millions de dollars (3,6 %) au cours du trimestre, par rapport à une marge de 4,5 millions de dollars (3,7 %) en 2006.

Pour le semestre, nous avons affiché une marge négative de 1,4 million de dollars par rapport à une marge négative de 2,7 millions de dollars en 2006. Comme prévu Canadian Affair a enregistré une marge négative, entièrement attribuable à la saisonnalité, étant donné que ses ventes sont surtout réalisées en été. Pour le semestre, nous avons affiché en France une meilleure marge comparativement à celle de 2006.

## Autres dépenses et revenus

L'amortissement est calculé sur les immobilisations corporelles, les actifs incorporels amortissables, les avantages incitatifs reportés et les autres actifs, constitués principalement de frais de mise en exploitation. L'amortissement a augmenté de 1,3 million de dollars (14,1 %) au cours du trimestre passant de 9,4 millions de dollars en 2006 à 10,7 millions de dollars en 2007. Pour le semestre, l'amortissement a augmenté de 2,6 millions de dollars pour s'établir à 21,3 millions de dollars. Ces augmentations sont attribuables aux acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi qu'aux acquisitions d'entreprises effectuées au cours de l'exercice 2006.

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures sont demeurés stables pour le trimestre. Pour le semestre, les intérêts se sont élevés à 3,6 millions de dollars, augmentant de 0,2 million de dollars comparativement au semestre correspondant de 2006 dû à une hausse des taux d'intérêt.

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers sont demeurés relativement stables tant au cours du second trimestre qu'au cours du premier semestre, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les revenus d'intérêts ont augmenté de 1,7 million de dollars (48,2 %) pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 comparativement à celui de 2006. Pour

le semestre, l'augmentation a été de 2,9 millions de dollars (42,5 %). Ces augmentations résultent de taux de rendement plus élevés, à la suite de la hausse des taux d'intérêts, et de soldes moyens de trésorerie plus élevés, comparativement à ceux de 2006.

À la suite de l'application le 1<sup>er</sup> novembre 2006 de nouvelles normes comptables et de l'abandon de la comptabilité de couverture pour ses instruments financiers dérivés pour ses achats de carburant d'aéronefs, la société a comptabilisé un gain non réalisé sur instruments financiers dérivés lié aux achats de carburant d'un montant de 18,8 millions de dollars pour le trimestre et de 9,0 millions de dollars pour le semestre. Ce gain correspond à la variation au cours des périodes de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant.

Les gains de change sur les éléments monétaires à long terme de 2,1 millions de dollars pour le trimestre et de 0,5 million de dollars pour le semestre sont principalement attribuables à l'effet favorable des taux de change sur notre dette à long terme.

Notre quote-part du bénéfice net des sociétés satellites a légèrement augmenté tant au cours du trimestre qu'au cours du semestre comparativement à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

## Autres dépenses et revenus

Pour les périodes  
terminées le 30 avril  
(en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois			2007 \$	Six (3) mois		
		2006 \$	Écart \$	Écart %		2006 \$	Écart \$	Écart %
Amortissement	<b>10 717</b>	9 389	1 328	14,1	<b>21 264</b>	18 659	2 605	14,0
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	<b>1 803</b>	1 728	75	4,3	<b>3 574</b>	3 334	240	7,2
Autres intérêts et frais financiers	<b>588</b>	409	179	43,8	<b>899</b>	806	93	11,5
Revenus d'intérêts	<b>(5 171)</b>	(3 489)	1 682	48,2	<b>(9 843)</b>	(6 909)	2 934	42,5
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant	<b>(18 756)</b>	—	18 756	s.o.	<b>(9 040)</b>	—	9 040	s.o.
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	<b>(2 066)</b>	(1 562)	504	32,3	<b>(447)</b>	(3 922)	(3 475)	(88,6)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	<b>(352)</b>	(140)	212	151,4	<b>(554)</b>	(335)	219	65,4



## Impôt sur les bénéfices

Notre charge d'impôts sur les bénéfices a atteint 22,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, par rapport à 19,3 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel a été de 29,4 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 et de 31,1 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2006.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, notre charge d'impôts sur les bénéfices a atteint 25,8 millions de dollars, par rapport à 23,1 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel a été de 31,7 % pour le présent semestre et de 32,7 % pour le semestre correspondant de 2006.

## Bénéfice net

En conséquence des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre bénéfice net pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 s'est établi à 53,9 millions de dollars, soit 1,59 \$ par action, par rapport à 42,8 millions de dollars, soit 1,27 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 867 000 pour le second trimestre 2007 et de 33 746 000 pour le second trimestre 2006.

Pour le premier semestre, nous affichons un bénéfice net de 56,1 millions de dollars, soit 1,66 \$ par action en 2007, par rapport à un bénéfice net de 48,0 millions de dollars, soit 1,33 \$ par action en

2006. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 811 000 en 2007 et de 36 011 000 en 2006.

Sur une base diluée, le bénéfice par action a atteint 1,58 \$ pour le second trimestre de 2007, par rapport à 1,24 \$ en 2006; et 1,64 \$ pour le premier semestre 2007, par rapport à 1,31 \$ en 2006. Le nombre ajusté moyen pondéré utilisé pour calculer ces montants est de 34 221 000 (second trimestre 2007), 34 536 000 (second trimestre 2006), 34 301 000 (premier semestre 2007) et de 36 802 000 (premier semestre 2006).

*Voir la note 4 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.*

## Principales informations financières trimestrielles

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement en raison de la progression du nombre des voyageurs et des acquisitions effectuées depuis l'exercice 2005. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix et à l'augmentation des prix du carburant qui ont augmenté de façon importante depuis 2005. En conséquence de ce qui précède, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier significativement d'un trimestre à l'autre.

## Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	2005			2006			2007	
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Revenus	552 897	493 900	581 576	791 569	611 107	619 494	712 337	911 400
Marge	17 214	23 380	14 030	68 487	15 606	28 821	24 674	63 219
Bénéfice net	794	18 022	5 168	42 845	4 205	13 552	2 132	53 944
Bénéfice par action :								
De base	0,02	0,45	0,14	1,27	0,12	0,40	0,06	1,59
Dilué	0,02	0,44	0,13	1,24	0,12	0,39	0,06	1,58

Au 30 avril 2007, la trésorerie s'établissait à 355,9 millions de dollars, comparativement à 214,9 millions de dollars au 31 octobre 2006. La trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 172,0 millions de dollars à la fin du second trimestre 2007 comparativement à 203,6 millions de dollars au 31 octobre 2006. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 113,8 millions de dollars, soit un ratio de 1,2, par rapport à un fonds de roulement de 97,6 millions et un ratio de 1,2 au 31 octobre 2006. Nous avons aussi accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 6,7 millions d'euros (10,1 millions de dollars).

L'actif total a augmenté de 159,4 millions de dollars (16,6 %), passant de 959,2 millions le 31 octobre 2006 à 1 118,6 millions le 30 avril 2007. Cette hausse est principalement attribuable à l'intensification des activités commerciales qui a résulté en des augmentations de la trésorerie et équivalents de trésorerie, incluant la trésorerie en fiducie ou autrement réservés, de 109,4 millions de dollars, et d'une hausse des débiteurs de 37,7 millions de dollars. L'avoir des actionnaires a augmenté de 33,6 millions de dollars, passant de 296,0 millions de dollars au 31 octobre 2006 à 329,6 millions de dollars au 30 avril 2007. Cette augmentation découle principalement du bénéfice net réalisé au cours de la période, de l'augmentation de notre capital-actions et de la diminution du cumul des autres éléments des résultats étendus.

### Activités d'exploitation

Au cours du second trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 41,7 millions de dollars, alors que ces activités avaient généré 17,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2006. Pour le semes-

tre, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 144,6 millions de dollars, par rapport à 82,5 millions de dollars pour la même période en 2006. Ces augmentations sont principalement attribuables à la variation nette des soldes du fonds de roulement liée à l'exploitation qui ont été supérieures de 30,1 millions de dollars pour le trimestre et de 59,7 millions de dollars pour le semestre, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Pour le trimestre, cette variation nette s'explique par des variations des frais payés d'avance et des dépôts clients et revenus reportés plus favorables en 2007 qu'en 2006. Pour le semestre, la variation nette des soldes du fonds de roulement liée à l'exploitation s'explique par une variation favorable des dépôts clients et revenus reportés compensée par une variation défavorable des débiteurs, comparativement à 2006.

### Activités d'investissement

Les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement ont atteint 81,3 millions de dollars pour le trimestre, une augmentation de 23,2 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2006 principalement causée par la variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés. Pour le semestre, les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement se sont élevés à 14,7 millions de dollars comparativement à 30,3 millions de dollars en 2006, une baisse de 15,6 millions de dollars. Cette diminution est attribuable à la variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés et par des acquisitions d'immobilisations corporelles plus élevées en 2007. Ces acquisitions consistent principalement en des équipements et logiciels informatiques et en améliorations d'aéronefs.

### Flux de trésorerie

Pour les périodes terminées le 30 avril  
(en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois 2006 \$	Écart \$	2007 \$	Six (6) mois 2006 \$	Écart \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<b>41 737</b>	17 360	24 377	<b>144 594</b>	82 478	62 116
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<b>81 275</b>	58 078	23 197	<b>14 653</b>	30 271	(15 618)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<b>(11 443)</b>	(1 880)	(9 563)	<b>(16 390)</b>	(138 006)	121 616
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	<b>2 199</b>	(649)	2 848	<b>(1 813)</b>	36	(1 849)
Variation nette de la trésorerie	<b>113 768</b>	72 909	40 859	<b>141 044</b>	(25 221)	166 265

## Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés à même les activités de financement ont été de 11,4 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 9,6 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2006. Cette hausse résulte de l'absence de rachat d'actions et de versements de dividendes pour le trimestre correspondant de 2006 alors qu'au cours du présent trimestre la société a procédé à des rachats d'actions au montant de 9,2 millions de dollars et en des versements de dividendes pour un montant de 3,1 millions de dollars. Pour le semestre, les activités de financement ont nécessité l'utilisation de 16,4 millions de dollars, comparativement à 138,0 millions de dollars en 2006, une baisse de 121,6 millions de dollars. Cette baisse s'explique principalement par le rachat d'actions survenu le 3 janvier 2006 qui avait entraîné un débours de 125,0 millions de dollars.

## Ententes hors bilan

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 30 avril 2007. Ces obligations s'élevaient à 83,2 millions de dollars au 30 avril 2007 et à 87,4 millions de dollars au 31 octobre 2006. Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, qui peut être estimée, s'élevait à environ 279,4 millions de dollars au 30 avril 2007 comparativement à 320,3 millions au 31 octobre 2006, une diminution de 40,9 millions de dollars. Cette baisse découle principalement des remboursements récurrents de nos engagements.

La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, se détaille comme suit :

	Au 30 avril 2007 \$	Au 31 octobre 2006 \$
<b>Garanties</b>		
Lettres de crédit irrévocables	6 798	5 751
Contrats de cautionnement	780	780
<b>Contrats de location-exploitation</b>		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	271 844	313 806
	<b>279 422</b>	<b>320 337</b>

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas effectué de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

## Endettement

Au 30 avril 2007, l'endettement a diminué par rapport au 31 octobre 2006.

La dette au bilan a diminué de 4,2 millions de dollars, passant de 87,4 millions à 83,2 millions de dollars, et notre dette hors bilan a diminué de 45,1 millions de dollars, passant de 320,3 millions à 279,4 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 45,1 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2006. La diminution de notre dette au bilan découle principalement des remboursements effectués au cours de la période.

Déduction faite de la trésorerie, la dette nette de la société est passée de 192,9 millions de dollars le 31 octobre 2006 à 6,7 millions de dollars le 30 avril 2007, soit une diminution de 96,5 %. Cette diminution découle principalement d'un solde de trésorerie plus élevé au 30 avril 2007, comparativement au 31 octobre 2006 et des remboursements de dette.

## Actions en circulation

Au 30 avril 2007, il y a trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Conformément à son offre publique de rachat renouvelée le 15 juin 2006, la société a racheté, au cours du semestre terminé le 30 avril 2007, un total de 382 100 actions à droit de vote, composées d'actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 12,1 millions de dollars.

Au 30 avril 2007, il y avait 2 190 389 actions à droit de vote variable de catégorie A et 31 687 093 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

## Dividendes

Au cours de semestre terminé le 30 avril 2007, la société a déclaré et versé des dividendes totalisant 5,4 millions de dollars, dont 3,1 millions de dollars au cours du second trimestre.

## Nouvelles normes comptables

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* : le chapitre 1530 «*Résultat étendu*», le chapitre 3855 «*Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*», et le chapitre 3865 «*Couvertures*». Ces normes stipulent entre autres à quel moment un instrument financier doit être comptabilisé au bilan, et à quel montant, en plus de préciser le mode de présentation des gains et des pertes sur les instruments financiers. Selon leur classification au bilan, les gains et les pertes sur les instruments financiers sont comptabilisés à l'état des résultats ou à l'état financier nouvellement introduit, soit l'état du résultat étendu.

À la suite de l'application de ces nouvelles normes, la société a décidé de cesser d'appliquer la comptabilité de couverture pour ses instruments financiers dérivés

pour ses achats de carburant d'aéronefs. L'application de ces nouvelles normes s'est traduite au 1<sup>er</sup> novembre 2006, par une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 12,4 millions de dollars, par une augmentation des instruments financiers présentés à l'actif de 3,5 millions de dollars, par une augmentation des actifs d'impôts futurs de 6,1 millions de dollars, par une augmentation des instruments financiers présentés au passif de 21,6 millions de dollars et par une augmentation de la dette à long terme de 0,4 million de dollars.

L'application de ces nouvelles normes n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie de la société mais a eu comme effet d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007 de 12,6 millions de dollars et 0,37 \$ respectivement et d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de six mois terminée le 30 avril 2007 de 6,1 millions de dollars et 0,18 \$ respectivement.

La société invite le lecteur à se référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires du second trimestre terminé le 30 avril 2007 pour plus de détail relativement à l'adoption de ces nouvelles normes.

## Événements postérieurs à la date du bilan

Le 1<sup>er</sup> mai 2007, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 1,3 million d'euros (1,9 million de dollars), le solde des actions (30%) de Air Consultants Europe B.V. (ACE) qu'elle ne détenait pas.

Au début du troisième trimestre, Transat Tours Canada, une filiale de la société, et le voyageur MyTravel, actif au Canada sous la marque Sunquest Vacations, ont signé une entente commerciale de trois ans prévoyant la vente de sièges de l'un à l'autre, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, pour les destinations soleil. Pour l'hiver 2007-2008 Sunquest Vacations pourrait acheter environ 120 000 sièges à bord d'appareils nolisés par Transat Tours Canada (agissant sous les marques Vacances Transat et Nolitours), et Transat Tours Canada pourrait acheter environ 120 000 sièges à bord d'appareils nolisés par Sunquest Vacations. Cette entente devrait nous permettre d'optimiser l'utilisation de nos gros porteurs à destination du Sud et est complémentaire à celle que Transat Tours Canada a déjà signée avec WestJet.

Conformément à l'instrument 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, font rapport sur la conception et les procédures de communication de l'information financière ainsi que sur la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada. Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier des effets notables. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

La société estime que la demande pour le troisième trimestre devrait être supérieure à celle de 2006. Cependant, compte tenu de l'intensification de la concurrence et de l'augmentation de la capacité sur le marché, elle s'attend à ce que ses marges du prochain semestre soient compressées principalement sur les routes à destination du Royaume-Uni.

En Europe, les réservations pour le troisième trimestre demeurent à la hausse comparativement à 2006. Au chapitre de la marge, la société estime que celle-ci devrait être positive pour le prochain semestre.

### Avis

Les vérificateurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

## Bilans consolidés

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Au 30 avril 2007 \$	Au 31 octobre 2006 \$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	355 931	214 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 3]</i>	171 956	203 613
Débiteurs	125 704	87 996
Actifs d'impôts futurs	6 126	1 357
Stocks	9 313	8 312
Frais payés d'avance	45 789	43 706
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	6 543	—
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	27 509	29 849
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>748 871</b>	<b>589 720</b>
Dépôts	19 015	19 350
Actifs d'impôts futurs	8 719	7 120
Immobilisations corporelles	178 454	181 349
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	155 547	153 681
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	912	—
Autres actifs	7 117	7 975
	<b>1 118 635</b>	<b>959 195</b>
<b>PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer	255 500	236 282
Impôts sur les bénéfices à payer	5 654	10 122
Dépôts de clients et revenus reportés	311 009	218 875
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	16 931	—
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	26 018	26 885
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>615 112</b>	<b>492 164</b>
Dette à long terme <i>[note 2]</i>	54 063	57 363
Débeture	3 156	3 156
Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts	68 440	64 961
Part des actionnaires sans contrôle et autres passifs	31 963	31 934
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	1 383	—
Passif d'impôts futurs	14 910	13 654
	<b>789 027</b>	<b>663 232</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions <i>[note 4]</i>	155 836	151 430
Bénéfices non répartis	182 383	142 116
Surplus d'apport	1 618	1 379
Bons de souscription <i>[note 4]</i>	—	1 016
Cumul des autres éléments du résultat étendu <i>[notes 2 et 6]</i>	(10 229)	22
	<b>329 608</b>	<b>295 963</b>
	<b>1 118 635</b>	<b>959 195</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

## États consolidés des résultats

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 30 avril		Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2007 \$	2006 \$	2007 \$	2006 \$
<b>REVENUS</b>	<b>911 400</b>	<b>791 569</b>	<b>1 623 737</b>	<b>1 373 145</b>
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	503 798	421 286	885 845	728 702
Salaires et avantages sociaux	80 411	70 914	159 063	134 115
Carburant d'aéronefs	67 534	56 027	123 216	102 474
Commissions	66 249	60 447	117 467	106 151
Entretien d'aéronefs	25 303	23 018	47 075	42 373
Frais d'aéroport et de navigation	20 501	18 153	38 422	33 104
Loyer d'aéronefs	12 157	12 131	24 137	24 446
Autres	72 228	61 106	140 619	119 263
	<b>848 181</b>	<b>723 082</b>	<b>1 535 844</b>	<b>1 290 628</b>
	<b>63 219</b>	<b>68 487</b>	<b>87 893</b>	<b>82 517</b>
Amortissement	10 717	9 389	21 264	18 659
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	1 803	1 728	3 574	3 334
Autres intérêts et frais financiers	588	409	899	806
Revenus d'intérêts	(5 171)	(3 489)	(9 843)	(6 909)
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(18 756)	—	(9 040)	—
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(2 066)	(1 562)	(447)	(3 922)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(352)	(140)	(554)	(335)
	<b>(13 237)</b>	<b>6 335</b>	<b>5 853</b>	<b>11 633</b>
<b>Bénéfice avant les postes suivants</b>	<b>76 456</b>	<b>62 152</b>	<b>82 040</b>	<b>70 884</b>
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	16 117	21 142	23 481	25 608
Futurs	6 293	(1 879)	2 327	(2 532)
	<b>22 410</b>	<b>19 263</b>	<b>25 808</b>	<b>23 076</b>
<b>Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales</b>	<b>54 046</b>	<b>42 889</b>	<b>56 232</b>	<b>47 808</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(102)	(44)	(156)	205
<b>Bénéfice net de la période</b>	<b>53 944</b>	<b>42 845</b>	<b>56 076</b>	<b>48 013</b>
Bénéfice par action [note 4]				
De base	1,59	1,27	1,66	1,33
Dilué	1,58	1,24	1,64	1,31

## États consolidés des bénéfices non répartis

Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril (en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2007 \$	2006 \$
<b>Bénéfices non répartis au début de la période</b>	<b>142 116</b>	<b>183 718</b>
Bénéfice net de la période	56 076	48 013
Prime versée au rachat d'actions [note 4]	(10 375)	(96 197)
Frais de rachat d'actions, déduction faite des impôts y afférents de 145 \$	—	(308)
Dividendes	(5 434)	—
<b>Bénéfices non répartis à la fin de la période</b>	<b>182 383</b>	<b>135 226</b>

## États consolidés du résultat étendu

Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril (en milliers de dollars) (non vérifiés) [notes 2 et 6]

	2007 \$	2006 \$
<b>Bénéfice net de la période</b>	<b>56 076</b>	<b>48 013</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu</b>		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie (nette d'impôts de 4 166 \$)	(8 968)	—
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie avant le 1 <sup>er</sup> novembre 2006 portées en résultat net au cours de la période (nette d'impôts de 3 957 \$)	8 032	—
Gains (pertes) de change latents sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	3 120	(128)
	<b>2 184</b>	<b>(128)</b>
<b>Résultat étendu de la période</b>	<b>58 260</b>	<b>47 885</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

## États consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 30 avril		Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2007 \$	2006 \$	2007 \$	2006 \$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Bénéfice net de la période	53 944	42 845	56 076	48 013
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissement	10 717	9 389	21 264	18 659
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(18 756)	—	(9 040)	—
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(2 066)	(1 562)	(447)	(3 922)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(352)	(140)	(554)	(335)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	102	44	156	(205)
Impôts futurs	6 293	(1 879)	2 327	(2 532)
Charge de retraite	625	545	1 250	1 145
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	272	182	543	361
	50 779	49 424	71 575	61 184
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	(9 048)	(39 149)	70 140	10 464
Variation nette des autres passifs	(1 141)	139	(600)	250
Variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules	1 147	6 946	3 479	10 580
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>41 737</b>	<b>17 360</b>	<b>144 594</b>	<b>82 478</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Variation nette des dépôts	(209)	37	(581)	(86)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(10 794)	(6 814)	(16 636)	(9 679)
Variation nette des autres actifs	395	(558)	213	(887)
Contrepartie pour des entreprises acquises	—	(233)	—	(4 790)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	91 883	65 646	31 657	45 713
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>81 275</b>	<b>58 078</b>	<b>14 653</b>	<b>30 271</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Remboursement de la dette à long terme	(207)	(2 267)	(3 667)	(3 132)
Remboursement de débentures	—	—	—	(10 000)
Produit de l'émission d'actions	1 016	387	4 831	579
Rachat d'actions	(9 178)	—	(12 120)	(125 000)
Frais de rachat d'actions	—	—	—	(453)
Dividendes	(3 074)	—	(5 434)	—
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(11 443)</b>	<b>(1 880)</b>	<b>(16 390)</b>	<b>(138 006)</b>
<b>Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>2 199</b>	<b>(649)</b>	<b>(1 813)</b>	<b>36</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>113 768</b>	<b>72 909</b>	<b>141 044</b>	<b>(25 221)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>242 163</b>	<b>195 365</b>	<b>214 887</b>	<b>293 495</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>355 931</b>	<b>268 274</b>	<b>355 931</b>	<b>268 274</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires



[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options, des bons de souscription et des montants par option et par action] [non vérifiés]

### Note 1 : Base de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2006. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice en cours.

### Note 2 : Nouvelles conventions comptables

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la société a adopté rétroactivement, sans redressement des périodes antérieures, les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés : le chapitre 1530 «Résultat étendu», le chapitre 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», et le chapitre 3865 «Couvertures».

Le chapitre 1530, «Résultat étendu», exige de présenter le résultat étendu et ses composantes dans un nouvel état financier. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires.

Le chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Ces normes stipulent à quel moment un instrument financier doit être comptabilisé dans le bilan, et à quel montant. Selon leur classification au bilan, il s'agit dans certains cas de la juste valeur, dans d'autres cas d'une valeur fondée sur le coût. Ces normes précisent également le mode de présentation des gains et des pertes sur les instruments financiers. Selon leur classification, les gains et les pertes sur les instruments financiers sont comptabilisés en résultat net ou aux autres éléments du résultat étendu.

La société a effectué le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, anciennement les espèces et quasi-espèces, la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées ainsi que les instruments financiers dérivés utilisés aux fins de gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant sont classés à titre d'«Actifs détenus à des fins de transaction». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés en résultat net.
- Les débiteurs sont classés dans la catégorie «Prêts et créances». Ils sont enregistrés au coût, lequel lors de l'enregistrement initial correspond à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer, la débenture et la dette à long terme sont classés dans les «Autres passifs financiers». Ils sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le chapitre 3865, «Couvertures», établit des normes qui précisent quand et comment une entité peut utiliser la comptabilité de couverture. L'application de cette nouvelle norme est facultative. Elle offre aux entités la possibilité d'appliquer d'autres traitements que ceux prévus au chapitre 3855, «Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation», aux opérations admissibles qu'elles choisissent de désigner, aux fins de la comptabilité, comme étant des éléments constitutifs d'une relation de couverture. La société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture pour ses contrats de change à terme à titre de couverture de flux de trésorerie. Ces dérivés sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes résultant de la réévaluation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu lorsque la couverture est jugée efficace. Toute portion inefficace est constatée en résultat net. De plus, la société a désigné certains contrats de change à terme à titre de couverture de juste valeur. Ces dérivés, ainsi que les éléments couverts, sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes résultant de la réévaluation sont comptabilisés en résultat net, en compensation de l'ajustement de la valeur comptable correspondant de l'élément couvert en résultat.

La société conclut également, dans le cours normal de ses affaires, des contrats d'achat à terme de carburant aux fins de gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Pour ces dérivés, la société a décidé d'abandonner la comptabilité de couverture. Conséquemment, et en conformité avec le chapitre 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», ces dérivés sont évalués à la juste valeur

à la fin de chaque période et les gains ou pertes non réalisés résultant de la réévaluation sont comptabilisés et présentés dans une rubrique distincte à l'état consolidé des résultats. Lorsque réalisés, à l'échéance des contrats, ces gains ou pertes sont comptabilisés à la rubrique Carburant d'aéronefs. Les gains ou pertes non réalisés à la date de transition ont été portés aux autres éléments du résultat étendu et seront constatés en résultat net à la rubrique Carburant d'aéronefs à l'échéance des contrats lorsque les achats de carburant afférents seront effectués.

L'application de ces nouvelles normes s'est traduite, au 1<sup>er</sup> novembre 2006, par une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 12 435 \$, par une augmentation des instruments financiers dérivés présentés à l'actif de 3 492 \$, par une augmentation des actifs d'impôts futurs de 6 125 \$, par une augmentation des instruments financiers dérivés présentés au passif de 21 632 \$ et par une augmentation de la dette à long terme de 420 \$.

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2007, la société a respectivement constaté des pertes non réalisées de 20 990 \$ (net d'impôts y afférent de 10 088 \$) et de 8 968 \$ (net d'impôts y afférent de 4 166 \$), à titre d'Autres éléments du résultat étendu représentant la portion efficace de la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie. Ces montants ainsi constatés sont reclassés aux dépenses d'exploitation des périodes au cours desquelles les dépenses d'exploitation subissent l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert. Des gains de 11 232 \$ et 11 461 \$ ont respectivement été comptabilisés en résultat net au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2007. Une perte estimative de 11 932 \$, incluse aux Cumul des autres éléments du résultat étendu au 30 avril 2007, devrait être reclassée en résultat net au cours des douze prochains mois.

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2007, la société a respectivement constaté des pertes de 3 795 \$ (net d'impôts y afférent de 1 869 \$) et de 8 032 \$ (net d'impôts y afférent de 3 957 \$) à titre d'Autres éléments du résultat étendu représentant la portion des pertes non réalisées relatives aux contrats d'achat de carburant à la date de transition qui se sont réalisées. Des pertes non réalisées de 6 501 \$, incluses aux Cumul des autres éléments du résultat étendu au 30 avril 2007, devraient être reclassées en résultat net au cours des douze prochains mois.

L'application de ces nouvelles normes n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie de la société mais a eu comme effet d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007 de 12 566 \$ et 0,37 \$ respectivement et d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de six mois terminée le 30 avril 2007 de 6 057 \$ et 0,18 \$ respectivement.

### Note 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés

Au 30 avril 2007, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 141 188 \$ [168 164 \$ au 31 octobre 2006] de fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et 30 768 \$ [35 449 \$ au 31 octobre 2006] qui étaient cédés en nantissement de lettres de crédit et de contrats de change.

### Note 4 : Capital-actions

#### a) Capital-actions

##### Autorisé

*Actions à droit de vote variable de catégorie A*

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

### Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

### Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

### Émis et en circulation

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

Pour la période de six (6) mois terminée le 30 avril 2007	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2006	33 647 597	151 430
Émission de la trésorerie	16 908	485
Exercice d'options	244 752	2 285
Conversion de bons de souscription	350 325	3 381
Rachat d'actions	(382 100)	(1 745)
Solde au 30 avril 2007	33 877 482	155 836

Au 30 avril 2007, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 2 190 389 et 31 687 093.

### Rachats d'actions

Conformément à ses offres publiques de rachat dans le cours normal de ses affaires, la société a racheté, au cours de la période terminée le 30 avril 2007, un total de 382 100 actions à droit de vote, composé d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 12 120 \$.

### b) Options

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2006	710 462	14,07
Attribuées	2 000	28,41
Exercées	(244 752)	8,09
Solde au 30 avril 2007	467 710	17,27
Options pouvant être exercées au 30 avril 2007	249 649	13,93

### c) Bons de souscription

	Nombre de bons de souscription	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2006	350 325	1 016
Exercés	(350 325)	(1 016)
Solde au 30 avril 2007	—	—

### d) Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action ont été calculés comme suit :

(en milliers, sauf les montants par action)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 30 avril		Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	
	2007 \$	2006 \$	2007 \$	2006 \$
<b>Numérateur</b>				
Bénéfice attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	53 944	42 845	56 076	48 013
Intérêts sur débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	31	31	64	64
Bénéfice servant au calcul du bénéfice dilué par action	53 975	42 876	56 140	48 077
<b>Dénominateur</b>				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	33 867	33 746	33 811	36 011
Débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	92	149	98	159
Options d'achat d'actions	262	363	291	363
Bons de souscription	—	278	101	269
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	34 221	34 536	34 301	36 802
Bénéfice de base par action	1,59	1,27	1,66	1,33
Bénéfice dilué par action	1,58	1,24	1,64	1,31

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action des périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2006, 137 383 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix

d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour les périodes respectives.

## Note 5 : Acquisitions d'entreprises

Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2006, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2005, la société a acquis les actifs de vingt agences de voyages du réseau de Carlson Wagonlit Travel en France pour une contrepartie au comptant de 3 102 € [4 314 \$]. Un écart d'acquisition de 3 920 \$ a été constaté à la suite de cette opération. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2006, la société a acquis, par l'intermédiaire de Trip Central, les actifs de six agences de voyages situées en Ontario pour une contrepartie totale de 1 096 \$. Un montant de 338 \$ a été versé au comptant aux dates d'acquisition, et le solde de 619 \$ est payable en versements répartis sur des périodes variant de trois à cinq ans. Un écart d'acquisition de 925 \$ a été constaté à la suite de ces opérations. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective.

## Note 6 : Cumul des autres éléments du résultat étendu

Périodes de six (6) mois terminées les 30 avril	2007 \$	2006 \$
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu</b>		
Solde au début de la période	22	(2 591)
Effet cumulatif des modifications comptables relatives aux instruments financiers [note 2]	(12 435)	—
Solde au début de la période redressé	(12 413)	(2 591)
Autres éléments du résultat étendu de la période	2 184	(128)
Solde à la fin de la période	(10 229)	(2 719)

Le solde de 2006 représente le reclassement des écarts de conversion reportés au cumul des autres éléments du résultat étendu.

## Note 7 : Informations sectorielles

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique du Nord et en Europe.

	Période de trois (3) mois terminée le 30 avril 2007			Période de six (6) mois terminée le 30 avril 2007		
	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	755 202	156 198	911 400	1 375 092	248 645	1 623 737
Dépenses d'exploitation	697 662	150 519	848 181	1 285 771	250 073	1 535 844
	57 540	5 679	63 219	89 321	(1 428)	87 893

Immobilisations corporelles  
et écarts d'acquisition  
et autres actifs incorporels<sup>1</sup>

213 716      120 285      334 001

	Période de trois (3) mois terminée le 30 avril 2006			Période de six (6) mois terminée le 30 avril 2006		
	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	667 852	123 717	791 569	1 178 532	194 613	1 373 145
Dépenses d'exploitation	603 885	119 197	723 082	1 093 342	197 286	1 290 628
	63 967	4 520	68 487	85 190	(2 673)	82 517

Immobilisations corporelles  
et écarts d'acquisition  
et autres actifs incorporels<sup>2</sup>

229 102      56 127      285 229

<sup>1</sup>Au 30 avril 2007

<sup>2</sup>Au 31 octobre 2006

## Note 8 : Garanties

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 9, 10, 11 et 21 des états financiers consolidés vérifiés 2006 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

### Contrats de location-exploitation

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

### Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 30 avril 2007, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 6 798 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

### Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 30 avril 2007, le montant total de ces garanties s'élevait à 780 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 30 avril 2007, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

## Note 9 : Événement postérieur à la date du bilan

Le 1<sup>er</sup> mai 2007, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 1,264 € [1 911 \$], le solde des actions [30 %] de Air Consultants Europe B.V. (ACE).



#### Siège social

Transat A.T. inc.  
Place du Parc  
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600  
Montréal (Québec) H2X 4C2  
Téléphone : 514.987.1660  
Télécopieur : 514.987.8035  
www.transat.com  
info@transat.com

**Agent des transferts et  
agent comptable des registres**  
Compagnie Trust CIBC Mellon

#### Cote officielle

Les actions cotées de la société  
sont inscrites à la Bourse de  
Toronto sous les symboles  
TRZ.A et TRZ.B

## VOYAGISTES EXPÉDITIFS

### Transat Tours Canada (TTC)

#### Vacances Transat

Caraïbes, Amérique latine et Mexique  
au départ du Canada,  
marché Canada-Europe et croisières

#### Nolitours

Caraïbes, Amérique latine, Mexique  
et Floride au départ du Canada

#### Look Voyages

Bassin méditerranéen, Afrique, Asie,  
Caraïbes, Mexique, etc. au départ  
de la France et Clubs Lookéa

#### Vacances Transat (France)

Amériques, Caraïbes, Asie, Afrique  
au départ de la France.  
Circuits en Europe de l'Est, Scandinavie,  
Écosse, Irlande sous la marque Bennett

#### Brokair

Circuits de groupe au départ de la France

#### Canadian Affair

Voyagiste britannique spécialisé  
sur le Canada

#### Rêvatours

Europe de l'Est, Asie, Afrique du Nord, etc.  
au départ du Canada

#### Merika Tours

Destinations nord-américaines  
au départ du Canada

#### Air Consultants Europe (ACE)

Représentant de TTC en Allemagne,  
aux Pays-Bas, en Belgique,  
au Luxembourg et en Autriche

## VOYAGISTES RÉCEPTIFS SERVICES À DESTINATION

### Jonview Canada

Circuits et forfaits à destination du Canada

### Tourgrece

Circuits et forfaits à destination de la Grèce

### Trafic Tours

Excursions et services à destination  
au Mexique

### Turissimo

Excursions et services à destination  
en République dominicaine

### Transat Holidays USA

Services à destination  
et agence de voyages en Floride

## DISTRIBUTION AU DÉTAIL

### Transat Distribution Canada

Plus de 400 agences de voyages au Canada  
(Club Voyages, Voyages en Liberté, TravelPlus,  
Marlin Travel, tripcentral.ca)  
et exitnow.ca

### Club Voyages (France)

Réseau de 72 agences de voyages en France  
(Club Voyages et Look Voyages)

## TRANSPORT AÉRIEN

### Air Transat

Transporteur aérien nolisé spécialisé  
dans les voyages vacances

### Handlex

Services aéroportuaires à Montréal, Toronto  
et Vancouver